

Le Chef du service

Lyon, le **16 NOV. 2023**

à

Métropole de LYON  
20 rue du lac  
CS 33 569  
69 505 LYON 03

Réf : n°GunEnv : 0100018864

**Objet :** dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : Réaménagement de la route de Paris de l'entrée de la ville Nord de CHARBONNIERES jusqu'au giratoire du Montcelard

**P J :** - Annexe : Obligation d'information de la date de commencement des travaux

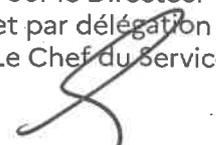
Vous avez déposé le 20 mars 2023 un dossier de déclaration concernant le réaménagement de la route de Paris de l'entrée de la ville Nord de CHARBONNIERES jusqu'au giratoire du Montcelard, dossier enregistré sous le numéro 0100018864, pour lequel un récépissé vous a été délivré. Ce dossier a été complété les 18 août 2023 et 31 octobre 2023.

J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration au titre de la loi sur l'eau. Dès lors, sans préjudice de l'application d'autres réglementations, vous pouvez entreprendre cette opération conformément au dossier déposé. Le service de Police de l'eau ([ddt-sen@rhone.gouv.fr](mailto:ddt-sen@rhone.gouv.fr)) doit être averti 10 jours avant le début des travaux.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées aux mairies de CHARBONNIERES-LES-BAINS et TASSIN-LA-DEMI-LUNE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le RHÔNE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux par le déclarant et par les tiers devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement. En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Pour le Directeur Départemental des Territoires,  
et par délégation  
Le Chef du Service

  
**LAURENCE GARIPUY**



## OBLIGATION D'INFORMATION DE LA DATE DE COMMENCEMENT DES TRAVAUX

En déposant votre dossier de demande, vous vous êtes engagés à **informer le Service Eau et Nature de la DDT des dates de démarrage et de fin chantier, au moins 10 jours à l'avance.**

Je vous remercie de remplir les certificats ci-dessous et de les retourner soit par courriel aux adresses suivantes : [ddt-eau@rhone.gouv.fr](mailto:ddt-eau@rhone.gouv.fr), soit par voie postale (Direction Départementale des Territoires du Rhône - Service Eau et Nature - 165 rue garibaldi - CS 33862 - 69401 LYON cedex 03).

Certificat de <b>commencement</b> d'exécution des travaux
---

*Nom, prénom ou Raison sociale* : Métropole de LYON

*Adresse* : 20 rue du lac CS 33 569 – 69 505 LYON 03

*Nature et commune de situation du projet* : Réaménagement de la route de Paris de l'entrée de la ville Nord de CHARBONNIERES jusqu'au giratoire du Montcelard, à CHARBONNIERES

*Numéro GunEnv du dossier* : 0100018864

Date de commencement prévu des travaux : \_\_\_\_\_  
(les services de police de l'eau seront prévenus au moins 10 jours avant la date de début des travaux)

Les travaux seront réalisés conformément au récépissé de déclaration, aux éléments contenus dans le dossier déposé, aux arrêtés ministériels de prescriptions générales et à l'arrêté de prescriptions spécifiques le cas échéant.

Date :

signature du pétitionnaire

✕ .....

Certificat de <b>fin</b> de travaux
-------------------------------------

*Nom, prénom ou Raison sociale* : Métropole de LYON

*Adresse* : 20 rue du lac CS 33 569 - 69 505 LYON 03

*Nature et commune de situation du projet* : Réaménagement de la route de Paris de l'entrée de la ville Nord de CHARBONNIERES jusqu'au giratoire du Montcelard, à CHARBONNIERES

*Numéro GunEnv du dossier* : 0100018864

Date de fin des travaux : \_\_\_\_\_

Date :

signature du pétitionnaire

ce certificat n'exclut pas l'envoi de pièces techniques qui pourraient être exigées en fin de travaux





# PRÉFÈTE DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION CONCERNANT REQUALIFICATION DE LA ROUTE DE PARIS À CHARBONNIERES LES BAINS ET TASSIN LA DEMI LUNE

COMMUNES DE CHARBONNIERES LES BAINS ET TASSIN LA DEMI LUNE

DOSSIER N° 0100018864

LA PRÉFÈTE DE RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

La préfète du RHONE  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**ATTENTION** : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE  
MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et  
R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 69-2023-01-30-00021 du 30 janvier 2023 portant délégation de  
signature à M. Jacques BANDERIER directeur départemental des territoires du Rhône ;

VU la décision n° 69-2023-02-22-00001 du 22 février 2023 portant subdélégation de  
signature en matière d'attributions générales ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de  
l'environnement considéré complet en date du 04/04/23, présenté par LA METROPOLE  
DE LYON -Direction Urbanisme et Mobilités-Maitrise d'Ouvrage Urbaine, enregistré sous  
le n°0100018864 et relatif à : La requalification de la route de Paris à CHARBONNIERES  
LES BAINS et TASSIN LA DEMI LUNE ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**METROPOLE DE LYON -Direction Urbanisme et Mobilités-Maitrise d'Ouvrage Urbaine  
20 rue du Lac  
69505 Lyon cedex 03**

**concernant : La requalification de la route de Paris à CHARBONNIÈRES LES BAINS et  
TASSIN LA DEMI LUNE**

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des  
opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de  
l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de  
l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique(s) de la nomenclature (Régime de la déclaration)	Arrêté(s) de prescriptions générales
2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 04/06/2023**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées aux mairies de CHARBONNIERES LES BAINS et TASSIN LA DEMI LUNE où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le RHONE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux par le déclarant et par les tiers devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé. L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

LYON, le

**12 AVR. 2023**

Pour le Directeur Départemental des Territoires,  
et par délégation  
le Chef du Service,

  
L'Adjoint  
au Chef du Service  
**Denis FAVIER**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

